



Structure des exploitations agricoles en 2013

La région Nord-Pas-de-Calais continue de perdre des exploitations agricoles avec une diminution de 6 % du nombre de ses exploitations depuis le recensement 2010. Cette baisse est plus conséquente au niveau national avec une perte de 8% de ses exploitations dans le même laps de temps. Dans la région la baisse du nombre des exploitations représente la disparition de 770 structures. L'emploi agricole connaît une nouvelle diminution en perdant 2 600 emplois. La relative richesse régionale en jeunes agriculteurs s'amenuise et rejoint le niveau national. D'une manière générale, les effectifs des OTEX phares «grande culture» et «polyculture-poly-élevage» augmentent essentiellement à cause du déclin des OTEX d'élevages spécialisés.

12 700 exploitations agricoles dans la région Nord-Pas-de-Calais.

La diminution du nombre des exploitations ralentit. La baisse se chiffre à 770 exploitations depuis le recensement effectué en 2010, soit environ 260 exploitations qui disparaissent par an. Cette diminution est en phase de ralentissement. Entre les deux recensements de 2000 et 2010,

460 exploitations disparaissaient annuellement. La diminution observée au niveau régional est de 6 % des exploitations, légèrement plus faible que celle observée au niveau national (- 8 %). Il n'y a pas de différence entre le Nord et le Pas-de-Calais sur l'importance de ce phénomène.

La Surface Agricole Utilisée régionale en légère diminution.

La SAU régionale totale est en légère diminution (-0,6 %). Elle représente une perte de mille cinq cents hectares par an. Cette diminution reste plus importante que la moyenne observée en France où elle n'atteint que 0,4 %.

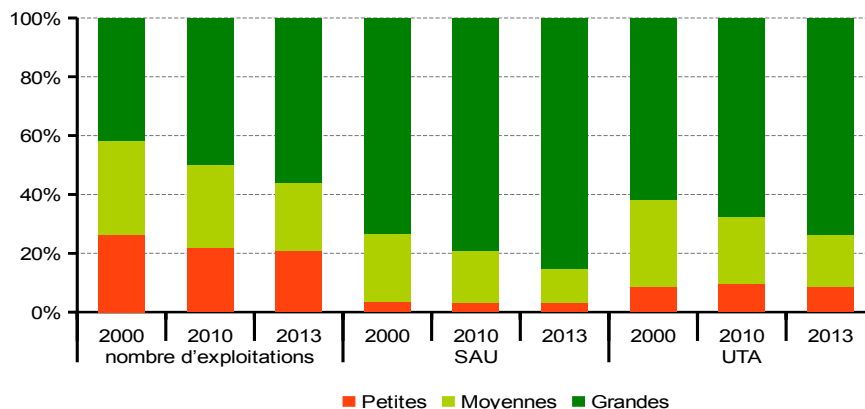
moyenne de 3 hectares par exploitation par rapport à 2010. L'écart s'accroît entre les départements, la SAU moyenne des exploitations du Pas-de-Calais est de 75 ha, supérieure de 37 % à celle des exploitations du Nord égale à 55 ha.

La SAU moyenne des exploitations est en augmentation de 5,5 % : en toute logique, le nombre des exploitations chute plus rapidement que la SAU, qui augmente donc en

Cette surface moyenne reste supérieure à celle constatée au niveau national qui connaît également un accroissement fort pour atteindre 61 ha.

	Nord-Pas-de-Calais		France métropolitaine	
	2013	évolution depuis 2010	2013	évolution depuis 2010
exploitations agricoles	12 700	- 6 %	452 000	- 8 %
exploitations moyennes et grandes	10 050	- 4 %	308 000	- 2 %
chefs et co-exploitants (personnes)	12 600	- 7 %	426 400	- 29 %
salariés permanents (personnes)	4 050	- 5 %	138 000	- 12 %
travail agricole (UTA)	20 700	- 10 %	730 000	- 4 %
superficie agricole utilisée (milliers d'ha)	813	- 1 %	27 600	0 %
superficie agricole moyenne (hectares)	65	+ 6 %	61	+ 9 %
PBS Moyenne (€)	165 000	+ 17 %	126 000	+ 20 %

Nombre d'exploitations, SAU et volume de travail selon la dimension économique dans la région Nord-Pas-de-Calais



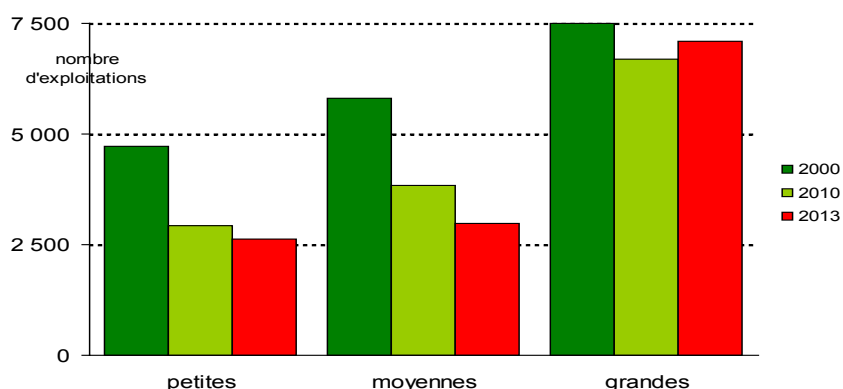
La dimension économique des exploitations augmente dans un contexte d'évolution des prix favorable.

Dans la région Nord-Pas-de-Calais, les exploitations de grande taille économique sont devenues largement majoritaires.

Elles représentent 55 % de l'ensemble des exploitations. En 2010, seule une exploitation sur deux était de grande taille. Cette augmentation est encore plus notable dans le département du Pas-de-Calais où la proportion de grandes exploitations atteint 59 %, avec une augmentation de 7 %. Ce sont surtout les exploitations de taille intermédiaire qui ont proportionnellement le plus régressé.

La part des petites exploitations reste stable alors que leur nombre diminue. Le calcul de la PBS fait basculer de nombreuses petites exploitations dans la catégorie des moyennes. La forte baisse du nombre des exploi-

Répartition des exploitations par taille depuis 2000



tations de taille moyenne s'explique par l'application des nouveaux coefficients de PBS corrélés à la conjoncture favorable qui fait évoluer de nombreuses exploitations moyennes vers la catégorie des grandes exploi-

tations, entre 2010 et 2013, la PBS moyenne par exploitation augmente de 17 %, passant de 140 700 Euros à 164 900 Euros.

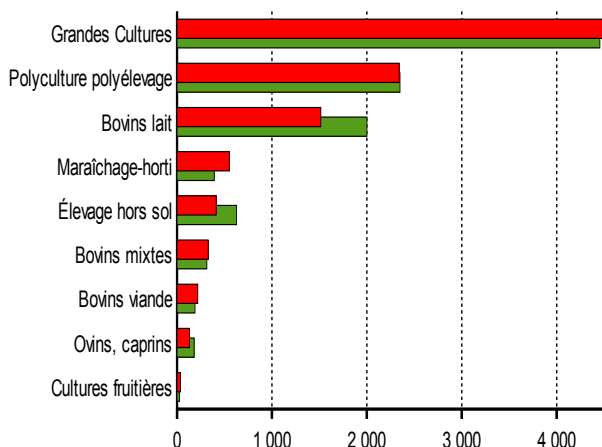
L'orientation «grandes cultures» se renforce.

La spécialisation des exploitations régionales en grandes cultures s'affirme, avec 100 exploitations en plus (+2 %). Cette évolution est inférieure à celle constatée au niveau national, où le nombre d'exploitations spécialisées en grandes cultures s'accroît encore plus nettement. La filière laitière spécialisée connaît une forte chute du nombre de ses exploitations : une exploitation sur 4, soit 500 exploitations spécialisées en bovins-lait qui ont disparu.

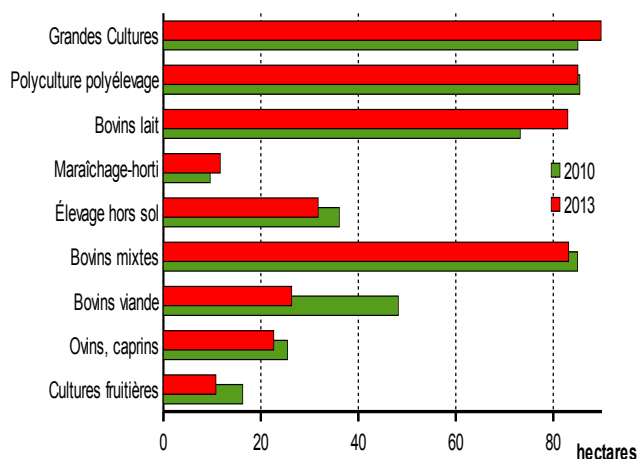
Les exploitations spécialisées en production ovine sont aussi en forte diminution avec une perte de 27 % des exploitations recensées en 2010. Cette évolution est aussi présente en France métropolitaine mais d'une ampleur moins importante (7 % des exploitations en moins). La filière polyculture-polyélevage qui compte un quart des exploitations régionales résiste bien avec une stagnation observée de ses effectifs. L'association d'un élevage avec un système de

cultures reste un gage de pérennité de l'exploitation. Le nombre des élevages spécialisés en production de viande bovine augmente de 15%. Les élevages spécialisés en hors-sol sont de moins en moins nombreux (-40 %). La région continue à se spécialiser en production maraîchère et horticole avec une augmentation de 41 % du nombre des exploitations spécialisées dans ce domaine pour atteindre maintenant 550.

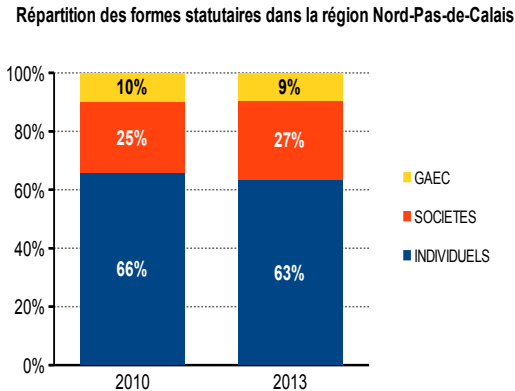
Orientation des exploitations (moyennes et grandes)



SAU moyenne des exploitations (moyennes et grandes)



Les formes sociétaires sont plus présentes.

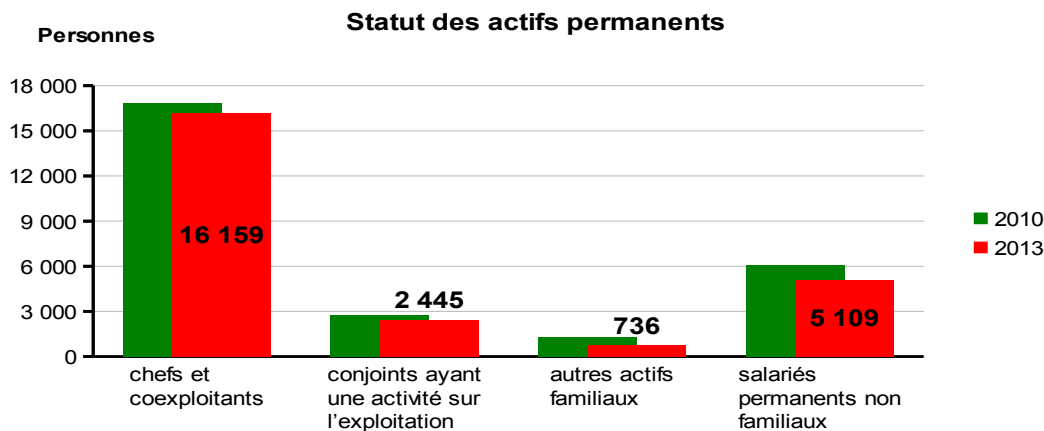


L'évolution des exploitations dans la région Nord-Pas de Calais se traduit aussi par un changement de leur statut juridique, la forme sociétaire, hors GAEC, devient plus importante. Les exploitations sont maintenant pour plus de 27 % sous forme sociétaire. La forme statutaire EARL voit ses effectifs augmenter avec 5 % du nombre des exploitations en plus. Les

GAEC, malgré la diminution de leur effectif représentent toujours une exploitation sur dix. Cette constatation ne se retrouve pas au niveau national pour lequel les GAEC sont moins présents. Les exploitations individuelles tendent à diminuer (près de 800 exploitations sous cette forme juridique en moins depuis 2010). La diminution du statut d'exploitant individuel est plus importante encore au niveau national (-13 %).

20 700 Unités de travail en 2013.

En lien avec la diminution de l'effectif des exploitations, la main d'œuvre agricole baisse de 3 % par an. Vingt quatre mille cinq cents personnes ont un travail permanent dans les exploitations agricoles. La diminution constatée depuis 2010 représente la perte de 2 600 emplois parmi lesquels 715 chefs d'exploitations et co-exploitants. Le travail familial continue son retrait déjà constaté avec un effectif en diminution de 8 % par an. Le nombre de salariés est également en recul.



L'emploi agricole exprimé en UTA, a diminué de 4 % par an depuis 2010. Sa répartition évolue peu, les chefs d'exploitations et leurs co-exploitants en représentent une part un peu plus importante (+2 % des UTA). Une moindre quotité de travail est effectuée par les saisonniers pour qui le nombre d'UTA diminue de 4 % depuis 2010, ce qui représente mille cent UTA en moins au cours de cette période.

Un âge moyen des chefs d'exploitations plus important.

La population régionale agricole vieillit, la proportion des chefs ou co-exploitants de plus de 60 ans a augmenté de 2 % alors que celle des jeunes, âgés de moins de 40 ans a diminué de 4 %. Le nombre d'exploitants de plus de 60 ans a augmenté de 140 de-

puis 2010 et celui des moins de 40 ans a baissé de 650.

En proportion, la population des chefs d'exploitations et co-exploitants reste plus jeune dans la région qu'au niveau national où la proportion des plus de 60 ans est de 22 % contre

15 % dans la région mais la présence des jeunes agriculteurs (moins de 40 ans) est maintenant moins marquée qu'en 2010. Ces derniers représentent maintenant un agriculteur sur cinq comme au niveau national.

Méthodologie de l'enquête.

L'enquête sur la structure des exploitations agricoles (ESEA) permet de suivre l'évolution structurelle des exploitations agricoles entre deux recensements. Celle de 2013 succède au recensement de 2010. 50 000 exploitants agricoles en métropole (soit un dixième des exploitations recensées en 2010) ont été interrogés. L'enquête porte sur les cultures conduites sur la campagne 2012-2013, les cheptels, les activités de diversification exercées au sein de l'exploitation, les circuits courts, le matériel, la main-d'œuvre et le devenir des déchets générés. Par rapport au recensement de 2010, certaines modifications ont été opérées qui peuvent avoir un impact sur les évolutions observées.

Pour la première fois, les effectifs de bovins n'ont pas été collectés lors de l'enquête mais ont été renseignés, en fonction de la race des vaches, à partir de la base de données nationale d'identification (BDNI), grâce au numéro de cheptel (EDE) détenu par chaque éleveur. Les effectifs comptabilisés sont ceux détenus au 1^{er} novembre 2013. Dans le recensement de 2010, la part des vaches laitières dans chaque exploitation avait été recueillie auprès des éleveurs au moment du passage de l'enquêteur, et cette part avait été appliquée aux effectifs de vaches de l'exploitant indiqué dans la BDNI au 1^{er} novembre 2010 pour déterminer le nombre de vaches laitières et de vaches nourrices pour chaque exploitation. Dans certaines races mixtes, utilisées aussi bien pour la production laitière que pour la production de viande, la ventilation par race de la BDNI peut différer de celle opérée par les exploitants lors du recensement de 2010. Une partie des évolutions observées sur les bovins (nombre de vaches laitières et classement au sein des OTEX bovines) est donc lié au changement opéré dans le mode de collecte, ce qui explique sans doute pour l'essentiel l'augmentation relativement forte des effectifs d'exploitations au sein de l'OTEX bovins mixtes.

Afin de se conformer au règlement européen encadrant les enquêtes sur la structure des exploitations, les coefficients permettant de calculer la production brute standard ont été revalorisés entre 2010 et 2013. Par le passé, ces coefficients n'étaient revalorisés que tous les dix ans. Entre deux recensements, les résultats des enquêtes structure étaient donc présentés à coefficients constants de PBS.

Définitions.

Exploitation agricole : L'exploitation agricole est une unité économique dont la gestion est indépendante d'une autre unité, qui participe à la production agricole ou au maintien des terres dans de bonnes conditions agricoles et environnementales et qui répond à l'un des critères de dimension suivants : avoir au moins un hectare de superficie agricole, 20 ares de cultures spécialisées, ou encore une production agricole dépassant certains seuils (une vache ou 6 brebis-mères ou 10 ruches, etc.).

SAU : Surface Agricole Utilisée

Production brute standard - Orientation technico-économique de l'exploitation (otex) – Dimension économique de l'exploitation.

Les surfaces agricoles et les cheptels sont valorisés selon des coefficients permettant le calcul de la production brute standard (PBS).

Ces coefficients résultent des valeurs moyennes calculées sur la période 2005 à 2009 pour les données du recensement agricole 2010 (« coefficient 2007 »), des valeurs moyennes calculées sur la période 2008 à 2012 pour les données de l'enquête sur la structure des exploitations 2013 (« coefficient 2010 »).

La PBS décrit un potentiel de production des exploitations et permet de classer les exploitations selon leur dimension économique en « moyennes et grandes exploitations », quand elle est supérieure ou égale à 25 000 euros, en « grandes exploitations » quand elle est supérieure ou égale à 100 000 euros.

La contribution de chaque surface ou cheptel à la production brute standard permet aussi de classer les exploitations selon leur spécialisation (ou orientation technico-économique)

UTA : mesure en équivalent temps complet de l'ensemble du travail fourni sur l'exploitation. Cette notion est une estimation du volume de travail utilisé comme moyen de production et non une mesure de l'emploi sur les exploitations agricoles. Une UTA correspond à 225 jours de travail dans l'année.

GAEC : Groupement Agricole d'Exploitation en Commun.

EARL : Entreprise agricole à Responsabilité Limitée.

Les données, graphiques ou le texte de cette publication peuvent être rediffusés sous réserve de citer la source comme suit :
Agreste - DRAAF Nord - Pas-de-Calais

Agreste : la statistique agricole



Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt

Service régional de l'information statistique et économique

Cité Administrative - BP 505 - 59022 LILLE CEDEX Tél : 03.62.28.41.48 - Fax : 03.62.28.41.02

Courriel : srise.draaf-nord-pas-de-calais@agriculture.gouv.fr

■ Directrice Régionale : Sabine HOFFERER
■ Directeur de publication : Grégory BOINEL
■ Rédaction, composition : Christophe DUFOSSÉ

■ Impression : SRISE Nord - Pas-de-Calais
■ Dépôt légal à parution
■ ISBN : 978-2-11-097689-5
■ © Agreste 2015